



Communiqué de la CGTéduc'Action69 suite au meurtre de Nahel.

Nahel, 17 ans, a été tué à bout portant à Nanterre par un policier lors d'un contrôle routier mardi 27 juin. La CGTéduc'Action69 apporte son soutien à la famille et aux proches de Nahel.

Les policiers impliqués ont menti en affirmant que celui-ci leur avait foncé dessus. La préfecture a initialement soutenu cette version, relayée par de nombreux médias avant d'être démentie par une vidéo qui montre un meurtre de sang-froid, les policiers n'étant à aucun moment en danger.

La mort de Nahel n'est pas isolée. Elle s'ajoute à une trop longue liste de morts consécutives à des violences policières, la plupart non filmées, et à un climat de racisme et d'impunité dans la police que l'ONU vient une nouvelle fois de dénoncer. En niant cette réalité, le gouvernement permet le maintien de ces violences.

Ces derniers jours, ce sont de nombreux et nombreuses jeunes qui expriment leur colère dans différentes villes de France. Ce sont parfois des élèves de nos collèges et nos lycées, parfois nos collègues ou nos camarades travailleurs et travailleuses précaires, parfois des travailleurs et travailleuses privées d'emploi. Nahel était lui-même un élève inscrit en CAP électricité dans un lycée professionnel. Il était aussi un travailleur précaire qui exerçait le difficile travail de livreur. La CGTéduc'Action69 affirme que la casse du service public d'éducation, notamment par l'affaiblissement du lycée professionnel au profit de l'apprentissage et des entreprises, participe au climat délétère qui amène aujourd'hui une jeunesse à se révolter. De même, la mise en place du Service national Universel et des classes de défense sont des volontés de mettre au pas une jeunesse qui aspire à un autre avenir que le casernement.

Cette révolte actuelle est la conséquence de la paupérisation issue de la fuite en avant des politiques libérales et d'un abandon massif des politiques publiques envers les habitants et habitantes des quartiers populaires. La responsabilité de l'état est immense dans cette situation et ce n'est pas en insultant ou réprimant les familles populaires que le gouvernement la fera oublier. Il est inadmissible qu'une organisation professionnelle de policiers et policières appelle à la violence physique envers cette jeunesse révoltée.

COMMUNIQUE

Il est problématique que des ministres ne réagissent pas à cet appel à la violence mais préfèrent se dédouaner de leur responsabilité politique dans cette situation en appelant les familles à leur responsabilité. Il est intolérable qu'un préfet de la République enjoigne des parents à exercer des violences physiques illégales envers leurs enfants. La CGT'éducAction69 est un syndicat de professionnels de l'éducation : les méthodes d'éducation violente, qu'elles soient verbales ou physiques, ne font que nourrir le cercle sans fin des violences.

Devant l'évidence d'un assassinat de sang froid, vidéo à l'appui, les pouvoirs publics continuent de relativiser la question des violences policières mais, à l'inverse, les condamnations pleuvent en comparution immédiates avec des procédures expéditives contre les personnes interpellées ces derniers jours. Le temps de l'enquête est nécessaire pour tout crime et délit, aussi bien pour un policier accusé de meurtre que pour de jeunes gens arrêtés sur les lieux d'actes de dégradation. De même, la justice a besoin de temps pour s'exercer sereinement et dans le respect des droits de la défense

Les morts lors de contrôles policiers se multiplient ces dernières années, y compris dans la région lyonnaise : la culture de l'impunité policière doit cesser et les choix politiques qui ont amené à cette situation doivent être repensés. Plutôt que de souffler sur les braises de l'injustice par une surenchère répressive qui n'a rien donné depuis plus de 30 ans, c'est au contraire une véritable rupture avec cette culture d'impunité des violences policières qu'il faut mettre en œuvre, pour reconstruire un horizon commun et désirable. Cela doit passer par la remise en cause de décisions politiques, notamment celle de 2017 relative à l'usage de la légitime défense.

La CGT porte des valeurs d'émancipation et de solidarité qui nécessitent des moyens éducatifs en nombre suffisant : personnels médico-sociaux, d'éducation populaire, moyens matériels et financiers. Pour rompre avec la spirale mortifère dans laquelle des choix politiques nous ont mené ces dernières décennies, il faut combattre les inégalités sociales et mettre fin à l'impunité des violences et du racisme dans la police. Construire dans les faits un nouveau contrat social basé sur l'égalité semble aujourd'hui indispensable.

Lyon, le 4 juillet 2023